



Entretien avec le ministre Akodah Ayewouadan, porte-parole du gouvernement

« La déclaration de politique générale du gouvernement est en phase avec les aspirations de la population »



PAGES 6&7

ECONOMIE



Consommation des produits locaux

Le gouvernement veut mieux réguler l'entrée des produits importés au Togo

La célébration du mois du consommer local bat son plein au Togo. Différentes activités sont prévues pendant tout le mois d'octobre dédié à la valorisation des produits ...

PAGE 5

DEVELOPPEMENT



Fourniture d'eau potable

Rainmaker Worldwide et Carlaw Group vont aider le Togo à améliorer la desserte en eau potable

Deux entreprises canadiennes sont attirées par le Togo pour un accès à l'eau potable de la population. Cet accès à l'eau potable pour tous reste une priorité du gouvernement. Rainmaker Worldwide ...

PAGE 5

Festival / Fabrique de fictions #2

Les créateurs habillent d'histoires des espaces de Lomé

PAGE 9



Premier séminaire gouvernemental

L'innovation s'impose et s'invite au sommet de l'Etat

Le gouvernement Tomégah-Dogbé tient son premier séminaire gouvernemental cette semaine. Placé sous la direction du président de la République Faure Gnassingbé, il prend fin aujourd'hui, 14 octobre 2020. C'est l'occasion d'échanger avec la nouvelle équipe gouvernementale et de présenter de manière détaillée aux ministres, la feuille de route stratégique pour les cinq prochaines années.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Opposition togolaise : l'ANC enterre définitivement les espoirs d'un futur rapprochement

L'Alliance nationale pour le changement (ANC) a tenu comme prévu son Conseil national samedi dernier. À l'issue de cette rencontre que beaucoup attendaient impatiemment, on lit à travers les lignes que le parti de Jean-Pierre enterre définitivement les minces espoirs que nourrissaient certains compatriotes et acteurs politiques de voir les partis de l'opposition se mettre à nouveau ensemble.

On note à l'issue du Conseil national que l'ANC ne compte plus participer à une Coalition dans ce pays. Visiblement, le maire du Golfe 4 et ses lieutenants encaissent difficilement le coup. Les résultats de leurs différentes participations à des regroupements sont plutôt décevants. Déjà avec le Collectif sauvons le Togo (CST), c'est dans la mésentente que les partis se sont séparés.

Après les législatives de 2013 et pendant des mois, les anciens membres du CST se sont livré ...

PAGE 3

Rentrée scolaire 2020-2021

Le baptême de feu du professeur Dodzi Komla Kokoroko

De la présidence de l'université de Lomé, le professeur Dodzi Komla Kokoroko a atterri dans le gouvernement Tomégah-Dogbé au poste de ministre en charge des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat. La réussite de la rentrée scolaire prochaine dans un contexte ...



PAGE 3

	<p>Cameroun / Opposition L'ONU réclame la libération de l'opposant Maurice Kamto</p>  <p>P 4</p>	<p>Emission des gaz à effet de serre Les systèmes alimentaires représentent jusqu'à 37% du bilan global</p>  <p>P 10</p>	<p>Foire internationale du livre de Lomé La 4ème édition totalement numérique</p>  <p>P 11</p>
---	--	---	--

Promotion des bénéficiaires des produits FNFI

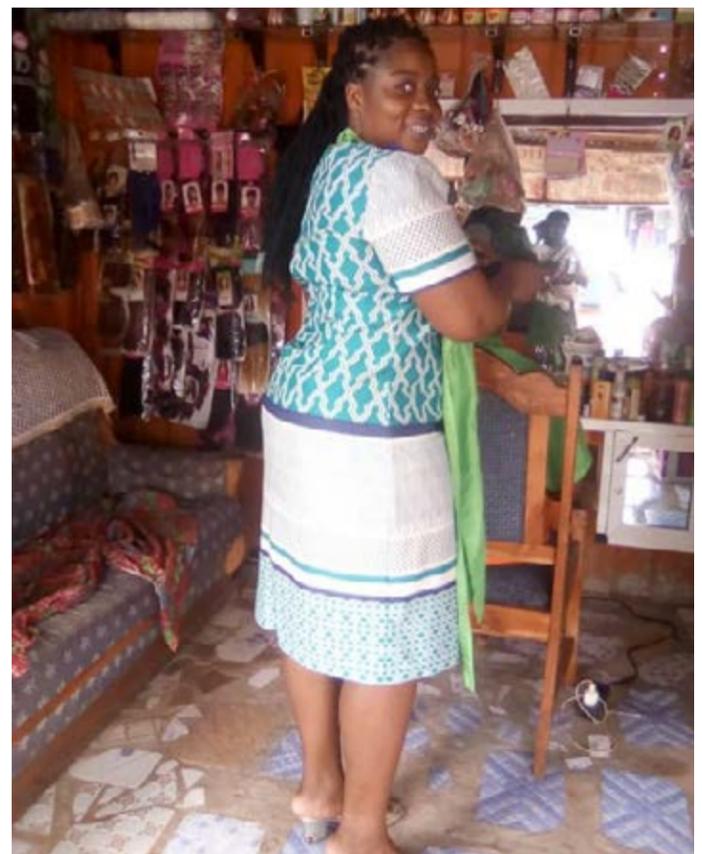
Comment le Fnfi a contribué au développement du salon de coiffure de Mme AGBERE Mama

Madame AGBERE Mama a obtenu auprès de PADES Microfinance, une institution de microfinance partenaire du FNFI, le crédit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Ce crédit lui a permis de s'équiper et d'exercer avec passion le métier de ses rêves, la coiffure. Elle partage son expérience dans les colonnes de Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI de ce jour...

Coiffer a toujours été son rêve depuis sa tendre enfance. Et depuis toujours, elle s'était fait une promesse, celle de devenir aujourd'hui coiffeuse professionnelle. C'est ainsi qu'elle décide suivre une formation en coiffure, formation sanctionnée par un Certificat de Fin d'Apprentissage Professionnel (CFA). Nantie désormais de son CFA, notre interlocutrice, la trentaine résolue, pour ne pas désapprendre aide une grande sœur qui elle, a déjà son atelier bien équipé. Pendant 10 mois, elle aide alors celle qu'elle appelle affectueusement "Ma sœur", une aide qui a permis à Mama de perfectionner davantage les techniques de coiffure qu'elle semblait bien maîtriser déjà. Le temps passa et elle se rendit compte qu'il fallait qu'elle prenne son destin en mains, voler de ses propres ailes en ouvrant son propre atelier. Mais comme elle se l'imaginait déjà, c'est les ressources financières qui

constituent son véritable goulot d'étranglement. "C'est donc suite à des conseils obtenus chez des amis du quartier, que j'ai décidé de me rapprocher de PADES Microfinance. Une fois sur place, j'ai alors participé à une séance d'information à l'endroit des bénéficiaires potentiels des produits FNFI qu'organise l'institution toutes les semaines. La séance a été édifiante et j'ai conclu que la seule chose qu'il me restait à faire était de me plier aux conditions requises, constitution du groupe solidaire, formation en technique de gestion du crédit avant l'obtention du crédit. Vu que j'étais vraiment dans le besoin et que j'avais besoin en urgence de ce crédit pour pouvoir me prendre en charge, il ne m'a pas été du tout difficile de me plier à toutes ces conditions pour pouvoir être éligible au crédit AJSEF." Une fois toutes les conditions requises, Mama ne met pas longtemps

pour recevoir le précieux sésame. "J'ai enfin un premier crédit de 3000.000FCFA. Quelle ne fut pas ma joie quand j'ai obtenu le crédit. Ce crédit ajouté aux petites économies que j'avais déjà m'ont permis de pouvoir louer ce petit local et de l'équiper avec quelques kits d'outillage nécessaire pour le démarrage de mes activités. J'avoue que le début n'a pas été facile comme toute activités d'ailleurs, mais au fil du temps j'ai acquis de la notoriété et j'ai une clientèle de plus en plus nombreuse. Tenez, la cliente que voici est une de mes plus fidèles clientes, elle vient assez souvent, car je lui prodigue des soins de très bonne qualité et à très moindre coût." Après seulement quelques mois d'activité Mama a pu avec les bénéfices générés renforcer son activité en y intégrant la commercialisation des mèches et pommades pour cheveux.



Madame AGBERE Mama

"Le fait pour moi d'avoir quotidiennement des clients m'ont permis de mieux m'organiser pour honorer mes engagements vis-à-vis des remboursements des crédits. Et avec les autres bénéfices générés, j'ai décidé de diversifier mon activité en y intégrant la vente des mèches et des pommades pour cheveux. Comme ça quand

une cliente arrive chez moi, c'est facile pour elle d'acheter directement des mèches chez moi et me permettre de ma coiffer immédiatement. Ceci me permet de renforcer mon revenu et de renforcer par conséquent mon pouvoir d'achat. Le FNFI a donné une visibilité à mon activité de coiffeuse."

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... une guerre sans merci. Entre l'ancien parti d'Agbéyomé Kodjo, l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (Obuts) et l'ANC, l'on a eu du mal à s'accorder sur la destination d'un siège de député. L'ancien Premier ministre accusait le parti de l'ancien chef de file de l'opposition, de l'avoir volé. D'un autre côté, le Mouvement des républicains centristes

(MRC) répandait l'information selon laquelle Jean-Pierre Fabre aurait trahie le combat en prenant de l'argent auprès du pouvoir de Lomé. Ensuite, à partir de 2017, alors que Jean-Pierre Fabre était en tournée internationale, il a été rattrapé par l'épisode du 19 août. L'on enregistrera quelques jours après la naissance de la Coalition des 14. Ce fut un fiasco. Point

besoin de revenir ici sur les péripéties de cette opposition réunie au sein de la C 14. Les résultats de l'élection présidentielle de 2020 sont à l'image des décisions prises pendant tout ce temps, notamment le boycott des législatives et le rejet en bloc des compromis proposés. Aujourd'hui, Jean-Pierre Fabre et son parti rejettent les résultats de cette élection et s'insurgent

contre ceux qu'ils qualifient de « prétendus amis », une accusation à peine voilée à l'endroit de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK). Pour le leader de l'ANC, la DMK voulait tout simplement éliminer politiquement. L'on a d'ailleurs assisté à une guerre médiatique entre les deux entités. Monsieur Fabre avait même menacé de vouloir assigner monseigneur

Kpodzro en justice pour ses accusations de trahison à son endroit. Ce dernier n'hésitait pas à le traiter de « Juda » pour n'avoir pas accepté de s'aligner derrière le candidat Agbéyomé Kodjo de la DMK. L'ANC de son côté traite les membres de la DMK de « fossoyeurs de l'alternance », qui créent de la confusion en continuant de réclamer une prétendue victoire.

TM

Premier séminaire gouvernemental

L'innovation s'impose et s'invite au sommet de l'Etat

Le gouvernement Tomégah-Dogbé tient son premier séminaire gouvernemental cette semaine. Placé sous la direction du président de la République Faure Gnassingbé, il prend fin aujourd'hui, 14 octobre 2020. C'est l'occasion d'échanger avec la nouvelle équipe gouvernementale et de présenter de manière détaillée aux ministres, la feuille de route stratégique pour les cinq prochaines années.



Faure Gnassingbé (au milieu)

Si plusieurs de nos compatriotes ainsi que de nombreux observateurs ont critiqué le fait que le premier gouvernement du quatrième mandat de Faure Gnassingbé ait pris des mois pour naître, l'on se réjouit tout

de même de constater qu'en l'espace de deux semaines les choses soient allées très vite. Démission du gouvernement Klassou II, nomination de Victoire Tomégah-Dogbé au poste de Premier ministre, passation de service,

Déclaration de la politique générale (DPG) du nouveau gouvernement devant les députés à l'Assemblée nationale. Et cette semaine, l'on assiste au premier séminaire gouvernemental. Les

membres de l'exécutif prennent connaissance d'une feuille de route constituée de trois axes principaux : renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, consolider la paix ; dynamiser la création d'emplois ; moderniser le Togo et renforcer ses structures. Cette feuille de route est tirée de la déclaration de politique générale faite devant les députés.

Il s'agit d'une réadaptation du Plan national de développement (PND 2018-2022) au contexte de coronavirus. La présence de Carlos Lopes, ambassadeur du PND à ce premier séminaire gouvernemental n'est certainement pas anodine. Les séminaires gouvernementaux et les Conseils des ministres devront désormais être plus réguliers si l'on veut accélérer la transformation de l'économie togolaise.

« Nous poursuivrons les chantiers avec plus d'efficacité

au profit des populations », promet le chef de l'Etat togolais. Cela ne peut passer que par plus d'innovation au sommet de l'Etat. Un travail formidable est déjà en cours et il faut le consolider. Le nouveau gouvernement en soi, avec beaucoup de jeunes talents, des compétences qui ont fait leurs preuves et qui sont incontestables, est une innovation notable.

La nomination de deux porte-paroles du gouvernement aussi est une nouveauté. Il faudrait aussi continuer d'améliorer la communication en construisant sur le beau travail accompli durant les quatre dernières années. Les Togolais sont de plus en plus exigeants et notre pays ne peut plus continuer à s'accommoder de crises socio-politiques successives. L'innovation s'invite donc et s'impose au sommet de l'Etat.

E. Dadzie

Rentrée scolaire 2020-2021

Le baptême de feu du professeur Dodzi Komla Kokoroko

De la présidence de l'université de Lomé, le professeur Dodzi Komla Kokoroko a atterri dans le gouvernement Tomégah-Dogbé au poste de ministre en charge des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat. La réussite de la rentrée scolaire prochaine dans un contexte de coronavirus est le premier challenge du professeur Kokoroko. C'est un véritable test, son baptême de feu.



Professeur Dodzi Komla Kokoroko

Tous les observateurs tant sur le territoire national qu'à l'extérieur du pays sont d'accord sur le fait que, même si l'université de Lomé

a encore du chemin à faire pour atteindre le niveau de certaines de ses paires, son président a réussi à opérer la transformation. Le professeur

Kokoroko s'est révélé être un véritable bâtisseur. Que ce soit sur le plan des infrastructures que dans le fonctionnement de l'institution, un travail formidable a été accompli.

Mais, pourra-t-il réussir la lourde mission que l'on vient de lui confier ? En arrivant à ce poste, le président de l'université de Lomé ne perd pas de vue le fait que ce département ministériel est l'un des plus importants et que régulièrement ceux qui l'occupent sont confrontés des situations critiques. Il y a quelques années, à l'initiative de la Coordination des syndicats de l'éducation du Togo (Cset), de la Synergie des travailleurs du Togo (STT) et d'autres organisations syndicales, le secteur éducatif a été sérieusement secoué par de sérieux mouvements

de grèves. À l'avènement du Premier ministre, Dr Komi Selom Klassou, l'on a assisté à une certaine accalmie. Ce dernier se chargeait personnellement de ces dossiers.

C'est ainsi qu'à la suite de certaines ententes, les enseignants ont arrêté de gronder depuis quelques mois, même si par moments on sent certaines volontés de revenir à la charge. Sur ce plan, on peut dire que le professeur Kokoroko est outillé pour faire face à de telles situations. Il a en effet réussi à mettre fin aux crises successives que connaissait l'université de Lomé depuis le début des années 2000, en créant un cadre efficace d'expression des revendications.

Mais, cela ne suffira sans doute pas, puisqu'il s'agit à

présent de tout le système éducatif national, hormis bien sûr l'enseignement supérieur. De plus, le contexte du coronavirus complique l'équation. Il y a quelques semaines, avant que le Premier ministre Klassou n'annonce la réouverture des salles de classe et le démarrage des examens, il a fallu faire un travail préalable.

Le Conseil scientifique a dû élaborer un protocole sanitaire. Cette fois-ci encore, ce sera pareil. Et il faut préciser qu'il s'agit désormais de tous les élèves du Togo et non ceux des classes d'examen uniquement. Des dispositions devront être prises pour empêcher que des foyers de contamination de la Covid-19 ne naissent dans les écoles.

Edem D.

Cameroun / Opposition

L'ONU réclame la libération de l'opposant Maurice Kamto

Les experts des droits de l'Homme des Nations unies demandent la libération du principal dirigeant d'opposition Maurice Kamto et celle de tous ceux qui sont arrêtés lors des manifestations organisées par l'opposition le mois dernier.

Dans un communiqué, les experts de l'ONU appellent Yaoundé à libérer le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Maurice Kamto, bloqué chez lui depuis le 22 septembre. Officiellement, il ne fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt ou d'assignation à résidence, mais selon ses avocats, il ne peut pas sortir de chez lui. Sa résidence est encerclée par une centaine d'éléments de la gendarmerie et de la police. Et les autorités lui ont verbalement signifié une interdiction de quitter son domicile.

Pour ses avocats, cette assignation à résidence est illégale, ils ont d'ailleurs saisi la justice à ce sujet. Le gouvernement, lui, n'a pas communiqué sur le sujet. Mais il y a quelques jours, une source gouvernementale faisait remarquer que les forces de maintien de l'ordre sont sur la voie publique. Et qu'à aucun moment, elles n'ont pénétré dans son domicile. Dans leur communiqué, les experts indiquent que l'assignation à résidence du leader du MRC pourrait constituer une privation de liberté. Les experts ont fait part de leurs



Maurice Kamto

préoccupations aux autorités, rappelant qu'en vertu du droit international, tout individu a le droit d'organiser et de participer à des réunions pacifiques. Les experts appellent

également à la libération de toutes les personnes arrêtées lors des manifestations organisées par l'opposition le mois dernier, se disant extrêmement préoccupés

par ces arrestations massives. Selon eux, plus de 500 personnes auraient été arrêtées suite aux marches du 22 septembre à Douala et Yaoundé.

T.M.

Mali / Terrorisme

De nouvelles attaques terroristes font une dizaine de victimes

Une position militaire à Sokoura, dans le cercle de Bankass, « a fait l'objet d'une attaque terroriste » dans la nuit de lundi à mardi, a précisé l'armée, qui fait état d'un bilan provisoire de « neuf morts et des blessés dans ses rangs ». Un renfort dépêché sur les lieux est ensuite tombé, mardi matin, dans une embuscade, qui a fait « trois morts, dix blessés » et des disparus, selon le communiqué.

L'armée malienne a fait face à deux attaques. D'abord celle de son camp situé dans le centre du pays, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso.

Sur place, les assaillants, qualifiés de « terroristes » selon la terminologie officielle, sont arrivés à pied et à bord de véhicules. Ils auraient bénéficié de complicités locales. Un élu d'une localité voisine parle « de tirs nourris entendus ».

Neuf militaires maliens ont dans un premier temps été tués dans le camp. Un renfort de l'armée régulière a alors rapidement été dépêché sur les lieux. Mais il est tombé dans une embuscade non loin d'un petit pont, le



Un militaire des Forces armées maliennes

pont Parou, situé entre les localités de Bandiaraga et de Bankass.

De source indépendante, l'armée a perdu sur place trois hommes. Les assaillants ont aussi subi d'importantes pertes puisqu'au moins onze combattants ont été tués. Deux véhicules ont aussi été détruits. Ce mardi après-midi, un nouveau renfort de l'armée a été envoyé sur le terrain. L'objectif est de sécuriser rapidement le camp attaqué.

Rfi.fr

Tanzanie / Election

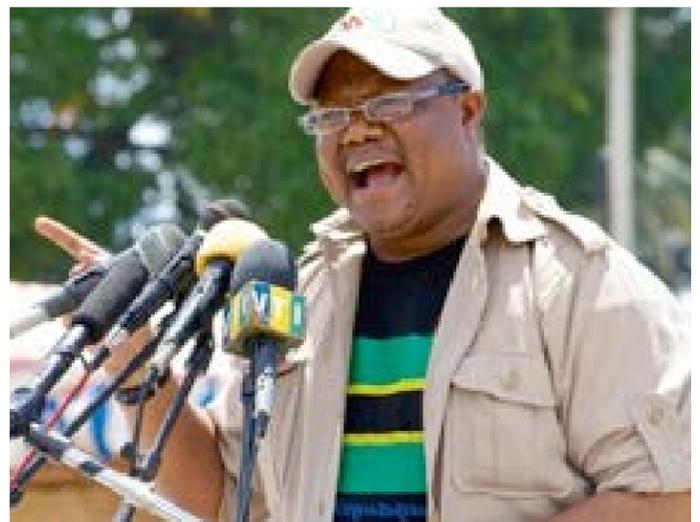
La Commission électorale suspend la campagne du principal adversaire du président sortant

Alors que président John Magufuli brigue un second mandat, la commission électorale a suspendu pour sept jours la campagne de son principal adversaire, Tundu Lissu.

Début octobre, la commission électorale a suspendu pour sept jours la campagne du principal adversaire du président Magufuli, Tundu Lissu, membre du parti d'opposition Chadema, pour cause de « propos séditieux » et d'« accusations infondées » violant les lois électorales. Selon Amnesty, la police a également « fait appliquer de façon sélective et partisane la loi sur les réunions publiques » afin d'empêcher l'opposition de se rassembler et de tenir des meetings, pendant que le parti au pouvoir, le CCM, a toute latitude pour organiser des rassemblements similaires. Amnesty qualifie cette situation de « signe extrêmement inquiétant et malsain ».

Les autorités ont également suspendu des médias sur la base de lois répressives et vagues et requièrent depuis août que les journalistes étrangers soient accompagnés d'un chaperon gouvernemental, selon Amnesty. Les électeurs tanzaniens choisiront aussi leurs députés et conseillers locaux lors du scrutin du 28 octobre.

Lors du scrutin du 28



L'opposant Tundu Lissu

novembre prochain, John Magufuli aura face à lui 14 candidats de l'opposition dont Tundu Lissu, son principal adversaire, candidat du parti Chadema. En 2017, ce dernier avait échappé de peu à une tentative d'assassinat. Après avoir été touché par 16 balles à son domicile de la capitale Dodoma et après de multiples opérations chirurgicales et une longue convalescence en Belgique,

il avait pu finalement rentrer en juillet dernier en Tanzanie.

Lors du précédent scrutin il y a cinq ans, une coalition d'opposition avait obtenu un score sans précédent : 40% des voix. John Magufuli avait lui obtenu 58% des suffrages. Son parti, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), est au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1961.

T.M.



Fourniture d'eau potable

Rainmaker Worldwide et Carlaw Group vont aider à l'amélioration de la desserte en eau potable au Togo

Deux entreprises canadiennes sont attirées par le Togo pour un accès à l'eau potable de la population. Cet accès à l'eau potable pour tous reste une priorité du gouvernement. Rainmaker Worldwide et Carlaw Group ont annoncé le 8 octobre dernier, la signature d'un partenariat pour la fourniture de l'eau au Togo. Ce partenariat est d'une importance capitale, à la fois pour le secteur privé togolais que pour la création d'emplois.



Des populations s'approvisionnant en eau

La création d'emplois fait partie des priorités du gouvernement togolais. Depuis le 1er octobre dernier, la mise en place du nouveau gouvernement a relancé la vision de Faure Gnassingbé, président de la République togolaise d'accélérer la croissance du pays. Une croissance qui a subi malheureusement les coups durs de la pandémie du coronavirus.

Alors que la Banque mondiale prévoit une chute de la croissance de 5,3% en 2019 à 1% en 2020, dans un récent rapport sur la

situation économique du pays, le gouvernement s'appête à mettre en œuvre une nouvelle feuille de route pour les cinq prochaines années.

L'un des axes de cette feuille de route est de « dynamiser la création d'emplois ». A l'heure où cette crise n'a pas encore dit son dernier mot, le pays est source d'attraction des investisseurs étrangers. L'initiative des deux entreprises canadiennes permettra de créer des emplois directs et indirects dans le pays.

Nouvelle technologie

En s'associant, Rainmaker Worldwide et Carlaw Group vont développer une nouvelle technologie en matière d'accès en eau potable aux populations. Quatre pays africains à savoir le Kenya, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo vont bénéficier de ce nouveau projet sur le continent.

D'après la convention entre les deux entreprises, Rainmaker va déployer sa technologie innovante et respectueuse de l'environnement « Air-to-Water » pour fournir

de l'eau à la demande aux communautés qui n'ont pas accès à l'eau potable. L'eau sera distribuée à travers un projet d'accord de distribution dans les secteurs minier et de la construction. La ressource sera aussi distribuée à travers une opération d'eau en bouteille utilisant les solutions d'énergie hybride air-eau de Rainmaker.

Selon les deux entreprises, ce partenariat, une fois pleinement déployé, pourrait atteindre 50 millions de dollars par an.

Pour ce faire, les deux sociétés canadiennes vont installer une filiale en Afrique, avec une participation de 51% de Rainmaker et de 49% de Carlaw. Ainsi, les pays bénéficiaires de l'initiative pourront bénéficier des solutions Water-as-a-Service (WaaS).

« La crise mondiale de l'eau a un effet paralysant sur les conditions sociales et économiques dans toute l'Afrique. Il continuera de dévaster l'accès des communautés mal desservies et en difficulté à un droit humain essentiel - l'eau potable. Le groupe Carlaw s'est engagé à travailler avec Rainmaker pour offrir des canaux de distribution innovants permettant un accès rapide à une ressource aussi

critique », a déclaré le directeur de Carlaw Group Ltd., Perry Kotsopoulos.

Des retombées pour le secteur privé

Le secteur privé togolais profitera également de cette initiative. Une collaboration sera établie avec ce secteur et des organisations humanitaires du monde pour identifier les zones touchées par une pénurie d'eau. Cette collaboration permettra de mettre en place des solutions appropriées et innovantes pouvant profiter aux populations bénéficiaires.

« Les relations étendues de Carlaw et son expérience de travail dans toute l'Afrique nous donnent un accès direct aux partenaires d'infrastructures essentielles et aux secteurs industriels pour offrir d'énormes opportunités de prélèvement pour nos solutions Water-as-a-Service », a indiqué Michael Skinner, PDG de Rainmaker. Ce partenariat et cette technologie dont le Togo va bénéficier permettront de renforcer le taux de desserte en eau, surtout dans les milieux ruraux. Selon le ministère en charge de l'eau, en 2020, le taux de desserte en milieu rural est de 69% et de 50% en milieu semi-urbain.

Félix Tagba

Consommation des produits locaux

Le gouvernement veut mieux réguler l'entrée des produits importés au Togo

La célébration du mois du consommer local bat son plein au Togo. Différentes activités sont prévues pendant tout le mois d'octobre dédié à la valorisation des produits locaux. Le gouvernement togolais a mis en place des mécanismes pour protéger les populations contre les produits importés, souvent d'une qualité douteuse.

Un arrêté interministériel impose aux produits importés une déclaration préalable. Le dispositif permet d'autoriser un produit importé, avant son entrée sur le territoire togolais. Pour Claude Talime Abe, secrétaire général auprès du ministère en charge du commerce, il s'agit d'un « arrêté interministériel qui soumet les produits importés à une déclaration préalable, permettant donc d'autoriser avant l'entrée du produit sur notre territoire.

Cela pourra permettre entre autres la valorisation et la consommation des spécialités locales ».

Le gouvernement invite toute la population togolaise à acheter et consommer les produits du terroir les 31 jours de ce mois d'octobre, à l'occasion de la célébration du mois du consommer local.

L'initiative émane de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). L'objectif est d'inciter les populations des Etats membres de l'Union à

consommer les produits locaux. « Les différents rapports de surveillance commerciale élaborés par la commission, en partenariat étroit avec les Etats membres, font apparaître un désintérêt sans cesse croissant des consommateurs de l'Union pour les produits locaux, voire communautaires », a déclaré le président de la Commission de l'Uemoa Abdallah, M. Boureima.

Le mois du consommer local est également une occasion pour les pays membres de



Des produits locaux togolais

l'Uemoa de réfléchir sur les défis et les obstacles à la consommation des produits locaux et de trouver des mécanismes pour une promotion efficace de ces produits, à travers notamment des labels de qualité. M. Boureima a invité l'ensemble des acteurs et parties

prenantes à s'organiser et à travailler de concert et en symbiose, pour accroître continuellement, la qualité des produits, afin de fournir aux consommateurs des villes et des campagnes de l'Union, des produits locaux de qualité, conformes aux standards internationaux.

Félix T.

Entretien avec le ministre Akodah Ayewouadan, porte-parole du gouvernement

« La déclaration de politique générale du gouvernement est en phase avec les aspirations de la population »

Le 1er octobre 2020, le nouveau gouvernement togolais a été rendu public avec à sa tête, Victoire Tomégah-Dogbé, première femme Premier ministre dans l'histoire du Togo. Pour le nouveau mandat déjà en cours, du président Faure Gnassingbé, un nouveau souffle a été insufflé au gouvernement. Pour tenir sa mission, le gouvernement Dogbé s'est doté d'une déclaration de politique générale balisée par trois principaux axes. Le ministre de la Communication, des Médias, porte-parole du gouvernement, Akodah Ayewouadan a été reçu, le 08 octobre dernier dans l'édition de 20 heures, sur la télévision nationale (TVT). Il a été question pour le ministre de répondre aux questions relatives aux grands axes de la déclaration de politique générale du gouvernement.

Télévision nationale : vous êtes aujourd'hui le nouveau ministre en charge de la Communication, des Médias et porte-parole d'un nouveau gouvernement, comment l'appréhendez-vous ?

Akodah Ayewouadan : je l'appréhende avec beaucoup de sérénité dans la mesure où il y a un enthousiasme qui gouverne ce groupe et cet enthousiasme nous permet d'avancer dans la sérénité, de faire en sorte que les objectifs qui nous sont fixés puissent être réalisés dans les délais. Donc beaucoup de gravité mais une gravité empreinte de sérénité.

Le gouvernement a structuré la déclaration de politique générale en 3 axes : renforcer l'inclusion et l'harmonie sociale, dynamiser la création d'emploi, moderniser le Togo et renforcer ses structures. Aujourd'hui, ce nouveau gouvernement a une autre façon de faire pour atteindre ces objectifs ?

Vous l'avez bien souligné, effectivement les 3 axes qui sont fixés sont tirés tout simplement du projet politique du chef de l'État. Ces axes étaient déjà en mouvement dans le PND notamment. Mais il ne vous a pas échappé que la crise de Covid-19 est passée par là. Cette crise a révélé un certain nombre de difficultés et de réussite; des points sur lesquels il fallait insister. Le nouveau gouvernement s'appuie sur ces axes mais n'apporte juste qu'une plus-value. C'est-à-dire, il y avait une équipe en place, une équipe qui a mené une action forte qui a apporté des résultats mais dans une course de fond, il y a des moments où il faut renouveler le souffle. C'est la raison pour laquelle le chef de l'État a appelé de nouveaux talents au gouvernement. Donc l'idée ici, c'est de tisser au bout de l'ancienne corde. De faire en sorte que, avec du jeune et du vieux, l'on puisse aller encore plus loin et encore plus vite.

Quelles sont les actions que le

gouvernement entend mener pour permettre aux jeunes de créer leur propre emploi ou d'être employés par l'État ?

Aujourd'hui, il y a une véritable structuration. Pour qu'un jeune puisse travailler pour son propre compte ou qu'il puisse travailler pour l'État, il faut à minima qu'il ait une formation. Donc l'idée, c'est de faire en sorte que sur toute la chaîne, on ait finalement des jeunes, qui aient des qualifications en adéquation avec le marché de l'emploi. Cela signifie concrètement qu'il va y avoir des actions qui sont menées dès le cours primaire, des actions qui vont être menées au niveau secondaire. On pense notamment à la création des Ifad (Institut de formation en alternance pour le développement) qui vont lancer les jeunes vers des formations en alternance qui leur permet de mettre directement un pied dans la pratique de telle sorte qu'une fois qu'ils ont terminé leur formation, ils sont prêts soit à créer leur propre emploi, soit à être employés véritablement par le marché. Non pas seulement l'État, il y a également un secteur privé très dynamique chez nous qui peut embaucher mais qui ne peut embaucher que des personnes de qualité. Il ne faut pas oublier l'Université. Il y a des moyens qui vont être mis à la disposition de l'Université, je pense notamment aux collèges universitaires qui sont envisagés. Ce sont des structures de taille modeste mais qui sont imbriquées dans les régions concernées. Par exemple, le collège universitaire qui est envisagé dans les plateaux pour prendre en considération l'écosystème des plateaux pour proposer des formations en lien avec les réalités des plateaux. Cela permet d'avoir des personnes formées, pertinentes pour le milieu où ils vivent.

C'est vrai qu'aujourd'hui la promotion de l'entrepreneuriat est de mise, mais est-ce qu'on peut espérer avec ce nouveau



Akodah Ayewouadan, ministre de la Communication

gouvernement, des concours de recrutement dans la fonction publique également ?

Il y a une programmation de gouvernement en termes de concours. Le concours qui est mature, c'est un recrutement dans l'enseignement primaire et secondaire notamment. Mais les autres domaines ne sont pas occultés. Le travail de préparation et de maturation est en cours. Le constat d'un manque criard de personnel qualifié dans la fonction publique n'est pas négligé. Si vous relisez le discours de politique générale de madame le Premier ministre, vous verrez que c'est un axe qui est véritablement pris en compte.

Comment le gouvernement compte-t-il renforcer le capital humain et assurer la solidarité nationale alors que le pays est frappé par une crise sanitaire ?

Il me semble que la crise de Covid-19 nous a permis de mieux nous connaître, d'identifier nos forces et nos faiblesses. Il y a des choses que nous avons bien réalisées individuellement et collectivement. Il y a des choses que nous avons moins bien réalisées. Alors c'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle la question de l'inclusion sociale est revenue plus haut. Pas pour dire qu'elle n'était pas prise en compte, elle a déjà été prise en compte mais il s'est révélé qu'il

fallait absolument insister sur cette inclusion sociale. Il existe un certain nombre de filets sociaux, il existe un certain nombre de techniques d'inclusion et de solidarité. L'idée maintenant, c'est de faire en sorte que, par exemple, par le jeu de la loi sur la biométrie, d'identifier exactement les personnes bénéficiaires de ces filets sociaux. On parle de cantines scolaires, du Fonds national des finances inclusifs. Il n'est pas question pour l'État d'engager ces aides qui visent à renforcer la résilience des populations et que ces aides soient perdues dans la nature. En identifiant précisément les individus, il va y avoir une amélioration de cette inclusion sociale, de cette solidarité nationale. L'État pourra, en ce moment, atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.

Dans quels délais le gouvernement compte-t-il mettre en oeuvre ces ambitions ?

En réalité, le gouvernement est déjà au travail. Nous avons déjà commencé par prendre possession de nos différents ministères, ce qui veut dire que le travail a bel et bien commencé. Et d'ailleurs, dans la confection de la feuille de route, nos équipes sont mobilisées. Le travail a déjà commencé et le projet est prévu pour être exécuté sur un délai de 5 ans. N'ayez crainte, il y a une programmation, une projection pour les signes de la réalisation de

ce projet.

Avec cette déclaration de la politique générale du gouvernement, est-ce que le gouvernement est en phase avec les préoccupations actuelles des populations ?

Vous savez, peut être même que vous avez été consulté sans le savoir ou alors un de vos proches à certainement reçu un appel sur lequel on lui a posé un certain nombre de questions. En réalité, il s'est agi d'un travail de terrain, un travail de collecte d'informations à la base et c'est sur la base de ces informations là, qu'un autre travail technique de montage de ces réponses et de constitution de ce projet ou de ces 3 axes a été réalisé. C'est fort de cela qu'on peut affirmer aujourd'hui que la déclaration de politique générale du gouvernement est en phase avec les aspirations de la population. Il y a eu une adaptation qui a été faite relativement à l'intervention de la pandémie, on peut le dire sans trop s'avancer qu'on est en phase avec les aspirations des populations.

Madame le premier ministre a évoqué le digital pour moderniser davantage l'administration. De façon concrète, à quoi devons-nous atteindre ?

Quand on parle du digital, mes yeux brillent parce que le digital est un outil formidable parce qu'il permet d'aller vite, d'aller mieux et de résoudre un certain nombre de problèmes. Le digital s'impose à nous aussi parce que nous sommes dans un concert des nations où tout passe quasiment par le digital. Lorsqu'on se propose d'activer le digital pour réussir un certain nombre de transformations sociales, le challenge aujourd'hui c'est d'abord de travailler sur la couverture nationale tant mobile que fixe. Le projet se propose d'aller à 95% de

couverture du territoire national. Le challenge c'est d'augmenter notre bande passante parce que si nous n'avons pas une bande passante conséquente, nous ne pouvons pas attirer les entreprises qui sont dans le digital, nous ne pouvons pas favoriser l'éclosion des entreprises qui sont dans le digital, et puis vous savez, nos concitoyens se plaignent de la qualité de cette bande passante et donc ont doit répondre à cette demande. Au-delà, il va y avoir un écosystème autour du digital qui va se mettre en place. Et vous savez qu'avec le digital, il y a des solutions. Dans l'administration par exemple, il y a des des parcours administratif qui vont être simplifiés par l'utilisation du digital. C'est la clé. Vous vous imaginez bien, vous arrivez dans une administration, vous pouvez tomber sur un employé qui ne s'est peut-être pas levé du pieds, va vous servir tout simplement et gâcher votre journée. Cela peut arriver. C'est des choses qui existent. Mais avec le digital, on peut résoudre ce petit problème, parce que le digital n'a pas besoin forcément d'avoir à échanger avec un employé. On a une multiplicité de solutions dans l'usage du digital. Je pense aux difficultés relatives à la corruption. Le digital permet d'éviter d'être confronté à ce type de situation. C'est l'une des raisons pour lesquelles, madame le premier ministre n'a pas manqué d'insister sur cette clé, sur ce levier là pour relancer véritablement notre économie.

Vous garantissez une connexion fiable ?

On est matière technique. L'idée c'est de construire une connexion de qualité. Le gouvernement s'engage à travailler sur l'amélioration de la connectivité, de la bande passante et de la couverture au plan national que ce soit sur le mobile ou le fixe. A la représentation nationale, le

gouvernement s'est engagé à aller dans ce sens. Donc je n'ai pas de scrupule à le dire parce que c'est un engagement public. Nous reviendrons le moment venu puisque l'un des axes du gouvernement de madame le premier ministre est d'avoir un tableau de bord sur lequel il sera marqué les objectifs, les temps d'actions, et les résultats avec un surplus d'évaluation.

Bientôt la rentrée des classes. Est-ce que le gouvernement est inquiet ? Que fait le gouvernement pour rassurer les différents acteurs ?

Le gouvernement n'est pas inquiet du tout. J'ai la chance d'avoir discuté ce matin (le 08 octobre) avec le professeur Kokoroko, ministre en charge des Enseignants primaires et secondaires. Aujourd'hui, ce ministère, en lien avec les différents ministères qui peuvent être concernés, autrement dit, l'équipe gouvernementale est à pied d'œuvre pour organiser une rentrée dans les meilleures conditions qui soient. Au fond, depuis la prise de fonction des différents ministres, il y a eu une succession de réunions. L'association des parents d'élèves ont été reçues, l'association des écoles professionnelles, les enseignements ont été reçus les cadres du ministère ont été reçus. Et tout ce monde travaille en parfaite synergie pour préparer la rentrée. Vous voyez bien que ce soit du côté du gouvernement, que ce soit du côté des parents d'élèves, il y a un travail qui est fait pour faire de la rentrée, une belle journée.

Le mois d'octobre, mois du consommateur local, quels sentiments ?

Une très belle initiative il faut l'avouer. Il faut avoir aussi l'humilité reconnaître que c'est la première édition. Et nous sommes dans l'apprentissage du consommateur

local. Ce n'était pas inné pour nous et les uns et les autres gagnent à apprendre à consommer le local, à commencer par nous-même. Maintenant ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le consommateur est un citoyen et dans sa qualité de citoyen, il a des droits et des devoirs. Il nous faut travailler à vulgariser ces droits et à vulgariser ces devoirs. Le ministre Trimua a déjà engagé une réflexion là dessus pour avancer plus vite dans la vulgarisation des textes et dans la confection d'autres textes qui protègent le consommateur et qui lui permettent de se démultiplier en tant que citoyen de notre beau pays.

Dans la déclaration de politique générale, nous n'avons pas senti une place qui est réservée aux journalistes

Vous vous adressez au bon interlocuteur. Les journalistes que vous êtes ne peuvent pas être exclus de cette politique générale. En réalité, la déclaration de la politique générale indique les grandes lignes, les grands axes sur lesquels le travail va être fait, mais c'est au ministère qui a en charge, de déployer ces grandes lignes en des actions concrètes. Pas plus tard que matin (08 octobre), j'ai reçu le directeur de la TVT, j'ai reçu le directeur de la Radio Lomé, je suis allé rendre visite au président de la Haac pour m'enquérir des dossiers les plus importants. Tout le paysage audiovisuel est concerné. Autant les médias publics que privés sont concernés par l'action que le gouvernement voudrait mener. Les journalistes sont la clé de la diversité, du pluralisme dans l'expression et aucun pays ne peut se développer sereinement, convenablement, si cette diversité d'expression n'est pas garantie. Nous y travaillerons.

Transcrit par Attipoe Edem Kodjo



DIRECT AGENCE

Agence conseil en communication



Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com
 Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 12 au 19 /10/ 2020

JEANNE d'ARC	Marox-R.Star	22 22 08 01
ST ANTOINE	Av. Libération	22 21 29 64
BIOVA	Bd. Houphët-Boigny	22 34 50 93
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 20 44 71
HOPITAL	Face CHU-Tokoin	22 20 08 08
CAMPUS	Adéwi	22 21 56 32
AMITIE	SOTED	22 21 74 47
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 61 85 08
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
HEDZTRANAWÉ	HEDZTRANAWÉ	22 26 49 61
KOUÉSSAN	Kegué	96 80 10 01
KLOKPE	Foire Togo 2000	96 80 10 03
J-MIMSHAK	Houngigomé	22 60 30 50
MAWULE	Bè-Kpota	70 45 91 86
MAELYS	Bè Kpota NETADI	22 27 60 19
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Atigangomé	90 80 26 39
ACTUELLE	Sagbado	22 51 11 72
MAGNIFICAT	Sagbado Yokoè	70 44 51 59
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
ST JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
MILLENAIRE	Agoè-Nyivé	22 51 64 31
DIEUDONNE	LEO 2000	70 44 84 59
OSSAN	Carrefour AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON	Avédji	70 41 01 07
ST ESPRIT	Agoè-Nyivé	70 40 29 06
ST MICHEL	Agoè-Nyivé	70 43 30 43
APOU ANTOINE	Agoè-Assiyéyé	96 67 59 50
EXCELLENCE	Agoè Démakpoé	22 51 77 87
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi	96 80 10 21
ABRAHAM	Kossigan	22 50 10 00
NOUVELLE TULIPE	Légbassito	99 47 00 70
TCHEP'SON	Togblékopé	70 42 94 41
SANGUERA	Sanguéra	99 90 89 72
GANFAT	AGOE DALIKO	70 22 15 15
BAGUIDA	Baguida	70 42 47 77
AVEPOZO	Avépozo	22 27 04 86

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Blagues

Ah! Les femmes
 Un jour, une femme voulait savoir comment son mari réagirait si elle partait sans lui dire où elle était partie . Elle a donc décidé de lui écrire une lettre en disant qu'elle était fatiguée de lui et qu'elle ne voulait plus vivre avec lui et après avoir écrit, elle a mis la lettre sur la table dans la chambre et s'est cachée sous le lit ...
 Quand le mari est rentré à la maison, a vu la lettre et l'a lu, il a répondu sur le même papier, puis a commencé à chanter et à danser en changeant ses vêtements.
 Il a obtenu son téléphone, a composé un numéro puis a dit: "Hé bébé, je change juste de vêtements, je te rejoindrai, l'autre imbécile s'est finalement aperçu que je me suis trompé en me mettant avec elle et est partie. J'ai eu tort ... Vraiment mal de l'avoir épousée, j'aimerais t'avoir connu plus tôt. A bientôt chéri! "
 Le mari est sorti de la pièce et est parti. En larmes et très contrarié, la femme sortit du dessous du lit et décida d'aller lire ce que le mari a écrit sur la lettre.

Quand elle a vu la lettre, c'était écrit : "Je voyais tes pieds sous le lit, je n'ai pas fait d'appel téléphonique ... Je vais acheter du pain. Lève-toi, arrête tes jeux stupides et prépare-moi un repas ...



Dieu je sais que demain je serai milliardaire; tu me l'as promis... Mais pardon faut me donner avance, c'est trop chaud donne moi avance dans mes milliards que j'aurai. Pardon!



Il y'a trop de voleurs dans ce pays! Je rentre au maquis prendre deux bouteilles de bière seulement et à ma sortie je ne retrouve plus mon quartier.
 Eh! Seigneur ! Où va le monde ?

Quel bac sera rempli le premier?

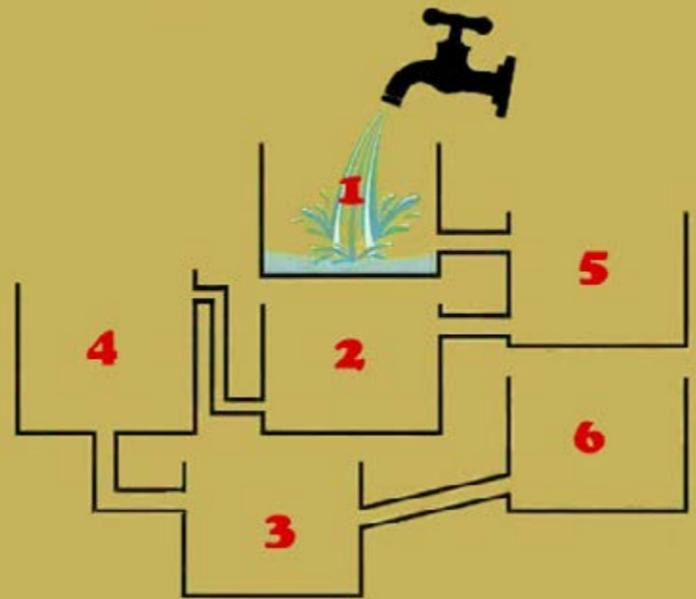


Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Festival / Fabrique de fictions #2

Les créateurs habillent d'histoires des espaces de Lomé

« Fabrique de fictions #2 » est une rencontre d'écritures et de créations théâtrales à Lomé. Du 14 au 17 octobre 2020 se tient la première édition du Festival « Fabrique de fictions » à Lomé avec notamment le metteur en scène togolais Elemawusi Agbedjidji, l'autrice franco-marocaine Sarah Mouline et le dramaturge béninois Giovanni S. Houansou.

L'initiative de « Fabrique de fictions » part du constat selon lequel aucun événement artistique d'envergure internationale, soucieux de la création théâtrale n'a été organisé au Togo, depuis 2009, année de la dernière édition de festival Festhef. De ce fait, la compagnie « La Fabrik » (laboratoire de recherche artistique, association culturelle togolaise), et la « Compagnie Soliloques » de France ont initié du 9 au 22 mars 2019, la première édition de la « Fabrique des fictions » pour mettre en lumière des ressources du territoire et confronter des auteurs à une réalité différente de leur quotidien.

L'objectif de « Fabrique de fictions » est de prendre comme point de départ de l'écriture théâtrale ou la fiction théâtrale l'espace urbain dont la ville de Lomé et ses périphéries. « Le festival 'La fabrique de Fictions' est une idée qu'on a développée, qu'on a mûrie toute l'année 2018 et qu'on a démarrée en 2019. Et, l'objectif c'est de prendre comme point de départ de l'écriture théâtrale ou la fiction théâtrale l'espace urbain

», précise Elémawusi Agbedjidji.

Les auteurs sont invités dans un premier temps, en mars 2019, dans la capitale togolaise pour parcourir et découvrir la ville. Ils sont invités à s'intéresser à un lieu : une gare abandonnée, un hangar du grand marché, une cabine téléphonique, un ancien hôtel en ruine, le warf, etc...

L'auteur choisit un endroit qu'il doit investir. Ils ont pour mission d'entreprendre l'écriture d'un texte de théâtre (une fiction) dont l'intrigue se situe dans ce lieu déterminé. Et, dans un second temps, les textes seront créés dans les endroits qui les ont inspirés de sorte que ces lieux deviendront la scénographie du spectacle.

Précisément, Sarah Mouline a travaillé sur l'ancien hôtel abandonné « Hôtel Périgor », sur le boulevard principal de la ville. Quant à Giovanni, il s'est intéressé au village de pêcheurs, Katanga, véritable monde à part entière. Aussi Elemawusi Agbedjidji a-t-il entamé un travail d'écriture qui mêle le mina (langue du sud Togo) et le français dans



Aperçu des participants au point de presse

une fiction qui se passe au carrefour Dékon, centre névralgique du commerce de tous genres.

Première édition du festival « Fabrique de fictions »

Après cette phase de résidence d'écriture en 2019, les auteurs en question sont à nouveau dans la capitale togolaise pour la première édition du festival « Fabrique de fictions ». Les spectacles créés seront présentés au public pendant quatre jours de festival (du 14 au 17 octobre 2020).

Au total, trois projets de mise en scène tels que « Il pleut des humains sur nos pavés » de Giovanni

Houansou, « L'ombre qui s'éclaire » de Sarah Mouline et « Satana Kpedi Chorus » de Elemawusi Agbedjidji sont prévus dans le cadre dudit festival.

Pour la présente édition, les comédiens sont venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de France et du Maroc ainsi que du Togo. « Le choix s'est fait aussi suivant les créateurs et les créatrices en fonction des profils qu'ils cherchent suivant les personnages qu'ils ont créés », a expliqué le directeur artistique du festival Elemawusi Agbedjidji.

Selon M. Agbedjidji, à

travers ce festival, il est question de rénover ces espaces urbains de la capitale togolaise ; car la rénovation d'un lieu ne passe pas toujours par le ciment, le sable, ou encore la peinture. « Cela peut passer aussi par des fictions ou des histoires qu'on y déploie. Les choses dont on se souvient, ce n'est pas le nombre de tonnes de ciment qui a servi à construire une maison mais ce sont les choses qui se sont passées à l'intérieur une fois qu'on a quitté un endroit, ce sont les histoires vécues qui ont été racontées qui se déposent à l'intérieur de nous », a-t-il révélé.

Nadia E.

« L'Étranger » d'Albert Camus. Ed Gallimard. 1942 Pp 22-23

« ...Après le déjeuner, je me suis ennuyé un peu et j'ai erré dans l'appartement. Il était commode quand maman était là. Maintenant il est trop grand pour moi et j'ai dû transporter dans ma chambre la table de la salle à manger. Je ne vis plus que dans cette pièce, entre les chaises de paille un peu creusées, l'armoire dont la glace est jaunie, la table de toilette et le lit de cuivre. Le reste est à l'abandon. Un peu plus

tard, pour faire quelque chose, j'ai pris un vieux journal et je l'ai lu. J'y ai découpé une réclame des sels Kruschen et je l'ai collée dans un vieux cahier où je mets les choses qui m'amuse dans les journaux. Je me suis, aussi lavé les mains et, pour finir, je me suis mis au balcon. Ma chambre donne sur la rue principale du faubourg. L'après-midi était beau. Cependant, le pavé était gras, les gens rares et pressésencore. C'étaient d'abord des familles allant en promenade, deux petits garçons en costume marin,

la culotte au-dessous du genou, un peu empêtrés dans leurs vêtements raides, et une petite fille avec un gros nœud rose et des souliers noirs vernis. Derrière eux, une mère énorme, en robe de soie marron, et le père, un petit homme assez frêle que je connais de vue. Il avait un canotier, un nœud papillon et une canne à la main. En le voyant avec sa femme, j'ai compris pourquoi dans le quartier on disait de lui qu'il était distingué. Un peu plus tard passèrent les jeunes gens du faubourg, cheveux laqués et cravate rouge, le veston très

cintré, avec une pochette brodée et des souliers à bouts carrés. J'ai pensé qu'ils allaient aux cinémas du centre. C'était pourquoi ils partaient si tôt et se dépêchaient vers le tram en riant très fort. Après eux, la rue peu à peu est devenue déserte. Les spectacles étaient partout commencés, je crois. Il n'y avait plus dans la rue que les boutiquiers et les chats. Le ciel était pur mais sans éclat au-dessus des ficus qui bordent la rue. Sur le trottoir d'en face, le marchand de tabac a sorti une chaise, l'a installée devant sa porte et l'a

enfourchée en s'appuyant des deux bras sur le dossier. Les trams tout à l'heure bondés étaient presque vides. Dans le petit café : « Chez Pierrot », à côté du marchand de tabac, le garçon balayait de la sciure dans la salle déserte. C'était vraiment dimanche. J'ai retourné ma chaise et je l'ai placée comme celle du marchand de tabac parce que j'ai trouvé que c'était plus commode. J'ai fumé deux cigarettes, je suis rentré pour prendre un morceau de chocolat et je suis revenu le manger à la fenêtre... »

Emission des gaz à effet de serre

Les systèmes alimentaires représentent jusqu'à 37% du bilan global

Les systèmes alimentaires, qui regroupent tous les éléments et activités liés à la production, la transformation, la distribution, la préparation et la consommation des aliments, représentent jusqu'à 37% de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Cela veut dire que si l'on veut atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat (maintenir le réchauffement global de la planète à 1,5°C d'ici 2100), il faudra réformer les systèmes alimentaires. Au moment où les Etats pour la plupart sont en train d'apprêter leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN), il s'agit d'un aspect à ne pas occulter du tout.



Les systèmes alimentaires ont des impacts sur la planète

Bien que 89 % des CDN mentionnent la production agricole, ces ambitions sont principalement incluses dans des objectifs plus larges liés à l'utilisation des terres. D'autres actions telles que la réduction des pertes et gaspillages alimentaires, ou le passage à des régimes alimentaires plus durables, sont largement oubliés, alors qu'elles sont une opportunité unique de réduire les émissions de pas moins de 12,5 gigatonnes (Gt) CO₂ eq (équivalent). Cela revient à enlever 2,7 milliards de voitures de la circulation. En intégrant ces actions dans les plans climatiques nationaux, les décideurs politiques peuvent améliorer de 25 % la contribution des systèmes alimentaires à l'atténuation et à l'adaptation climatique. « Des engagements ambitieux, définis dans le temps et mesurables en matière de transformation des systèmes alimentaires sont nécessaires si nous voulons atteindre un avenir à 1,5°C. Ne pas le faire, c'est ignorer l'un des principaux moteurs de la crise climatique actuelle. Sans action sur la façon dont nous produisons et consommons la nourriture, nous ne pouvons pas

atteindre nos objectifs en matière de climat ou de biodiversité, qui sont le fondement de la sécurité alimentaire, de la prévention de l'apparition de maladies et, en fin de compte, de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). C'est pourquoi nous demandons instamment aux gouvernements d'inclure des actions liées aux systèmes alimentaires respectueuses du climat et de la nature dans les CDN qui seront soumis cette année », recommande Marco Lambertini, directeur général du Fonds mondial pour la nature (WWF-International). La pandémie du coronavirus est une raison de plus pour aller vers une transformation profonde des modes de production et de consommation. « La pandémie a mis en évidence la fragilité de nos systèmes d'approvisionnement alimentaire, des chaînes de valeur complexes aux impacts sur nos écosystèmes. Mais elle a également démontré que les entreprises et les individus sont prêts suite à cette crise à reconstruire différemment. Cette crise nous offre une chance de repenser radicalement notre façon de produire et de consommer les aliments.

Par exemple, réorienter la consommation en réduisant de moitié le gaspillage alimentaire et en catalysant un changement vers des régimes alimentaires plus riches en plantes, est également un puissant outil d'atténuation du climat dont il faut tirer parti. C'est à nous de saisir cette opportunité et de mettre les systèmes alimentaires durables au cœur de la reprise verte », estime Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue).

16 actions identifiées dans un nouveau rapport comprennent la réduction du changement d'affectation des terres et la conversion des habitats naturels, ce qui pourrait réduire les émissions de 4,6 Gt CO₂ eq par an. De même, la réduction des pertes et des déchets alimentaires, qui représentent 8 % de l'ensemble des émissions de GES, pourrait réduire les émissions de 4,5 Gt CO₂ eq par an. Pourtant, seuls 11 pays mentionnent actuellement la perte alimentaire dans leurs plans et aucun ne tient compte du gaspillage alimentaire. L'amélioration des méthodes de production et la réduction des émissions de méthane

liées au bétail pourraient réduire les émissions de 1,44 Gt CO₂ eq par an. Mais, des réductions bien plus importantes pourraient être réalisées en adoptant des régimes alimentaires plus sains et plus durables, avec une proportion plus élevée d'aliments d'origine végétale que d'aliments d'origine animale, ce qui permettrait d'éviter des émissions de 8 Gt CO₂ eq chaque année. Aucun plan national actuel sur le climat ne traite explicitement de régimes alimentaires plus durables.

« Les systèmes alimentaires sont une opportunité d'atténuation négligée et c'est une des rares opportunités d'atténuation qui présente autant de bénéfices de développement durable. La réduction de la consommation de viande, l'amélioration des installations de stockage et la réduction du gaspillage alimentaire sont bonnes pour notre santé et améliorent la sécurité alimentaire. Avec une liste de cas et exemples concrets d'activités et d'objectifs, ce rapport fournit des conseils aux décideurs politiques pour intégrer les systèmes alimentaires dans leurs stratégies climatiques nationales », argumente Charlotte Streck, cofondatrice et directrice de Climate Focus.

Le rapport constate que les pays développés sont moins enclins que les pays en développement à prévoir des mesures d'atténuation sectorielles pour l'agriculture dans leurs plans climatiques actuels, bien que dans l'absolu, le nombre de mesures spécifiques visant à réduire les émissions dans les systèmes alimentaires des pays en développement sont faibles. Depuis août 2020, 15 mises à jour et révisions de CDN ont été soumises et bien que certaines concernent l'agriculture, les actions font toujours défaut. Les premiers indicateurs montrent que la consommation alimentaire durable et les pertes et gaspillages alimentaires continueront d'être ignorés

dans les processus de révision. Aucune des mises à jour et révisions soumises ne les mentionne dans les contributions ou politiques et mesures d'atténuation.

« Résoudre la problématique alimentaire n'est pas seulement une condition préalable à la réalisation de l'Agenda 2030, mais elle est aussi importante dans le cadre de la transition énergétique pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Le passage à une production plus propre et l'adoption de régimes alimentaires sains, principalement à base de plantes, abordables et accessibles, ainsi que la réduction de moitié du gaspillage et des pertes alimentaires, sont des actions cruciales qui doivent être intégrées dans les plans d'action climatique des pays avec des ambitions claires. Alors que nous entrons dans la décennie d'action, faisons en sorte qu'elle soit la décennie de la mise en place d'un avenir alimentaire sain, durable et équitable pour tous », conseille le Dr Gunhild Stordalen, fondatrice et présidente de l'EAT (restaurant spécialisé dans la livraison à domicile). En plus d'une ambition croissante dans leurs CDN, les pays ont un certain nombre d'opportunités supplémentaires pour réduire les émissions et préserver la nature par le biais des systèmes alimentaires.

En 2021, dans le cadre de la Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur la biodiversité (COP 15), les dirigeants mondiaux auront l'occasion de convenir d'un "New Deal" pour la nature et les hommes, afin de stopper et d'inverser la perte de la biodiversité. De plus, le tout premier sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires aura lieu en 2021. Comme l'a récemment évoqué le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, la transformation des systèmes alimentaires est essentielle pour atteindre tous les ODD.

Edem Dadzie

Programme d'action du gouvernement

Le Premier ministre fait appel à la mobilisation des Togolais

Nommée le 28 septembre dernier, le Premier ministre Victoire Sidémèho Tomégah-Dogbé est allée à l'Assemblée nationale vendredi dernier pour la Déclaration de politique générale (DPG). Un programme qu'elle veut axer sur le développement et la modernisation du pays. Pour atteindre cet objectif, la cheffe du gouvernement fait appel à toute la population pour l'édification de notre chère nation.



Victoire Tomégah-Dogbé et Yawa Djigbodi Tsègan

« Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix » ; « dynamiser la création d'emploi en s'appuyant sur les forces de l'économie » ; « moderniser le Togo et renforcer ses structures », sont les trois grands axes autour desquels sont structurés les ambitions et les objectifs du nouveau

gouvernement. Après la Déclaration de politique générale, le Premier ministre a révélé sur son compte Facebook, les points essentiels de son intervention.

Elle a en premier lieu remercié la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan. Elle a aussi manifesté sa gratitude aux honorables députés, pour leur soutien au programme d'action du gouvernement. Servir avec détermination les objectifs de transformation structurelle de l'économie de notre pays sous le leadership du président de la République, a été son plus fort engagement à ce jour. « Nos priorités seront centrées sur les jeunes et les femmes, qui sont les acteurs du développement, forces motrices des changements et cibles. Ainsi que sur le monde rural pour en faire un véritable centre d'impulsion de la croissance », a précisé

madame Tomégah-Dogbé. Elle attire donc l'attention de toute la population togolaise à une forte mobilisation collective, pour que chacun puisse d'une manière ou d'une autre contribuer à la réussite de ce programme d'action. « Nous devons travailler en synergie à tous les niveaux de notre pays : le gouvernement avec l'Assemblée nationale, l'Etat et les collectivités, la société civile, le secteur privé, les populations entre elle, en vue d'atteindre les résultats escomptés », a-t-elle ajouté.

Enfin Victoire Tomégah-Dogbé rassure la population que « le gouvernement prend l'engagement de travailler toujours, avec plus d'efficacité, plus de méthode, plus de célérité, et dans la rigueur, pour la recherche permanente de solutions aux préoccupations quotidiennes des Togolais. »

Christine Posso (stagiaire)

Foire internationale du livre de Lomé

La 4ème édition totalement numérique

La Foire internationale du livre de Lomé (FI2L), la plus prestigieuse rencontre littéraire au Togo va se tenir, malgré la crise liée à la pandémie du coronavirus. La 4ème édition de ce grand évènement d'envergure internationale qui a pour objectif de combler un vide existant dans le domaine du livre au Togo, aura lieu du 11 au 14 novembre 2020 à Lomé.



4ème Foire internationale de Lomé

Mise en œuvre depuis 4 ans, la Foire internationale du livre de Lomé est une initiative du club Le Littéraire. Elle fait la promotion des acteurs de la littérature africaine et togolaise en particulier. Cet évènement fait chaque année, par l'intermédiaire de son équipe d'organisation, la renommée de la littérature togolaise. Cette année, dans un contexte exceptionnel marqué par la pandémie à

Covid-19, la 4ème édition de la Foire internationale du Livre de Lomé s'annonce de manière particulière. Placée sous le thème : « Le livre à l'ère du numérique », et prévue du 11 au 14 novembre 2020, la 4ème édition de cet évènement offrira aux amoureux du livre, des conférences, des panels, des ateliers de formations, des cafés littéraires, des expositions etc... Covid-19 oblige, l'édition de cette

année se fera de façon plus virtuelle pour ce qui est de l'essentiel des activités programmées. Des mesures ont été prises par le comité d'organisation, afin de rendre la participation plus aisée et possible à tous les intervenants de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Il s'agira donc des mesures suivantes : Aucune délégation étrangère ne sera invitée à Lomé ;

Tous les acteurs du livre résidant hors du territoire seront mobilisés pour une participation virtuelle à travers l'animation des différents évènements qui seront au programme ; Des expositions itinérantes seront organisées aux maisons d'éditions, libraires, associations de promotion littéraire. Et ces expositions remplaceront celle traditionnelle censée se dérouler en un lieu précis ouvert à tout public via la plateforme Stream yard. Enfin, des espaces propices au respect de la distanciation sociale et permettant de minimiser à suffisance les risques de contaminations seront identifiés afin d'y réunir un public réduit à 25 au maximum lors ces différents évènements.

Qui sont ceux qui peuvent participer ?

La FI2L-2020 est ouverte à tous les acteurs du livre, Togolais comme étrangers qui pourront prendre part aux diverses activités soit à distance (acteurs étrangers et togolais résidant à l'étranger), soit en présentiel (acteurs togolais dans la limite de 25

participants par activité). Ce sera encore une fois l'occasion pour les acteurs du livre et les amoureux de la littérature du Togo et d'ailleurs, d'échanger sur des thématiques importantes inscrites au programme de cette édition. Parmi ces thématiques, on trouve : « Ecrivains et veille informationnelle à l'ère du numérique », « livre papier ou livre numérique »... Pour rappel, le club Le Littéraire, à l'origine de cette initiative, a été fondé en 2014 par Steve Bodjona, diplomate et homme de lettres. Mettant en avant sa passion pour la littérature et son combat pour l'éclosion d'une génération de lecteurs au Togo, Steve Bodjona a réorienté dès 2017, les activités du Club en lançant la Foire Internationale du livre de Lomé.

Depuis, le Club Le Littéraire est très actif sur le territoire togolais à travers d'autres initiatives telles les Régionales du Livre, les Concours Inter-Lycées de Lecture, L'As du Livre, Le Livre à la base, le volontariat Littéraire, etc...

C. Posso (stagiaire)

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



* Jours ouvrés



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



ENSEMBLE
CONTRE LE COVID-19



STOP COVID-19